

Feu (sur) l'ordre international ?

Pierre Hassner*

QUELQU'UN demandait à Gandhi ce qu'il pensait de la civilisation occidentale : « Ce serait une bonne idée », répondit-il. On serait tenté de réagir de manière similaire à la question posée sur l'ordre international.

La quête d'un ordre international

Certes, l'ordre a régné pendant des siècles sur de vastes étendues impériales : la *pax romana*, les empires orientaux fondant leur légitimité sur le « mandat du ciel » mais non exempts de guerres et de révolutions, l'histoire chinoise conceptualisée par Toynbee en termes d'alternance entre « empire universel » et « royaumes batailleurs » sont présents dans tous les manuels. L'émergence des États-nations, surtout en Europe, amène un autre type d'ordre, celui de l'équilibre des puissances, à l'intérieur duquel la plus forte ou la plus ambitieuse était soupçonnée, comme la France de Louis XIV et, avec plus de justification, celle de Napoléon I^{er}, de prétendre à la « monarchie universelle ».

Le XIX^e siècle européen présente un autre modèle, celui du concert européen, où de grandes puissances se concertent pour maintenir l'équilibre entre elles et régler les conflits des États plus faibles et des colonies, éventuellement en se partageant celles-ci ou

* Spécialiste des relations internationales. Certains des thèmes, et parfois des formulations de cet article, se retrouvent dans les articles suivants du même auteur : « Y a-t-il encore un système international ? », paru dans *La Revue socialiste*, printemps 2014, et « Remarques sur quelques concepts », paru dans la *Revue de Défense nationale*, juin 2014.

en divisant ceux-là. L'idée que l'équilibre des puissances à lui seul n'assure pas l'ordre et la paix, que ceux-ci doivent être fondés à la fois sur une transformation des sociétés et de leur culture, d'une part, par le « doux commerce » ou la société industrielle remplaçant l'ordre militaire, et, d'autre part, par des institutions juridiques évitant l'escalade de conflits et de la violence, fait son chemin.

Ô République universelle
Tu n'es encore que l'étincelle
Demain tu seras le soleil !

s'écrit Victor Hugo.

Cependant, après un siècle relativement pacifique (malgré les guerres de l'unité allemande et italienne, la guerre franco-allemande de 1870, la guerre de Crimée), la contestation des empires par les aspirations nationales, les ambitions des puissances montantes et les réactions des empires fragilisés amènent la guerre de 1914-1918. Celle-ci, à la fois par la « surprise technique » (Raymond Aron) sur le plan militaire et par la montée des idéologies révolutionnaires nationales et communistes, détruit les éléments fondamentaux de l'ordre européen. Les guerres coloniales, la crise économique de 1929, la lutte triangulaire entre nazisme, communisme et libéralisme amènent une ère de rivalités violentes qui, malgré l'institution de la Société des Nations (SDN), fait régner l'imprévisibilité et la force plutôt que l'ordre et la conciliation par le droit prévus par le programme d'Aristide Briand : « arbitrage, sécurité, désarmement ».

Le résultat – la Seconde Guerre mondiale – combine les horreurs de la guerre et celles des massacres totalitaires. Mais son issue – l'élimination du nazisme et la prédominance des États-Unis en grande partie préservés des désastres européens – conduit à un monde divisé en trois. À l'Ouest, un ordre international pacifique et prospère est mis en place, en particulier par un ensemble institutionnel d'inspiration anglo-américaine (les accords de Bretton Woods, le plan Marshall, etc.) : la guerre est devenue inconcevable dans une aire correspondant à l'OCDE. L'Europe de l'Est de son côté, y compris une partie de l'Europe centrale, est sous la coupe de l'hégémonie soviétique avec son idéologie imposée, ses procès et ses prisons. Enfin, une autre institution, également promue à l'initiative des États-Unis, se veut universelle et destinée à instaurer un ordre international par une version de l'organisation internationale plus efficace que la SDN : c'est l'ONU. Mais les pouvoirs dévolus au Conseil de sécurité et le droit de veto à ses cinq membres permanents en font un organe politique institutionnalisant un concert des

grandes puissances aussitôt bloqué par l'opposition Est-Ouest, plus qu'une république des États. Celle-ci, représentée par l'Assemblée générale, a joué cependant un rôle symbolique important par l'accession des États nouvellement indépendants. Dans ce qu'on appelait le tiers-monde, la violence continuait, par exemple par les guerres d'Indochine ou l'expédition de Suez (en causant notamment la chute de la IV^e République en France), et surtout, le système international était bouleversé à terme par l'ascension de grandes puissances asiatiques (la Chine, l'Inde et, d'une autre manière, le Japon) et de nouveaux conflits, comme la guerre de Corée.

Plus généralement, les tensions internationales s'ordonnent sur deux axes, Est-Ouest et Nord-Sud, distincts mais parfois convergents, en particulier en Asie et en Amérique latine. L'axe Est-Ouest est dominé non seulement par l'opposition des régimes politiques, mais aussi par la course aux armements nucléaires et par un effort commun pour éviter que celle-ci n'amène la catastrophe ultime. Il en résulte un dialogue sans précédent entre les États-Unis et l'Union soviétique, entrecoupé de crises, mais aboutissant à des négociations de limitation et de maîtrise des armements et au traité de non-prolifération. Ce dialogue et ces accords, favorisés par la « nouvelle pensée » de Gorbatchev et par l'accueil favorable des dirigeants occidentaux, aboutissent à un progrès de la détente, lui aussi entrecoupé de crises mais institutionnalisé, avant Gorbatchev même, par la Conférence sur la sécurité en Europe et les accords d'Helsinki.

Cette nouvelle période libre, par l'ouverture à l'Occident et les réformes de Gorbatchev, des forces sociales et nationales qui aboutissent à la dissolution du régime et de l'empire soviétiques.

Nouvel espoir, nouvelles déceptions

Il semble alors que l'heure d'un « nouvel ordre international » soit enfin arrivée. George H.W. Bush et François Mitterrand la saluent chacun de son côté. L'ONU semble reprendre ses droits, le Conseil de sécurité se débloquent, la démocratie libérale se répandre, au point que Francis Fukuyama annonce la fin de l'histoire. (Au même moment, cependant, Samuel Huntington annonce le choc des civilisations.)

L'entrée dans un nouveau millénaire leur donne à la fois raison et tort à l'un et à l'autre : la mondialisation est bien la réalité dominante, comme Fukuyama l'avait prédit, mais loin de sceller la

victoire du capitalisme et de la démocratie, elle inaugure une crise et une contestation fondamentales de l'un et de l'autre. Les conflits identitaires occupent bien, comme Huntington le soulignait, une place de plus en plus centrale, mais ils n'opposent pas plusieurs civilisations compactes caractérisées par leurs religions respectives, qui se combattent ou s'allient, comme, selon lui, le confucianisme et l'islam, mais plutôt, souvent, des versions d'une même religion, comme les sunnites et les chiïtes, ou des ethnies et, surtout, des nations. Si les États nationaux sont en crise, sous les coups de la mondialisation, de l'immigration et, parfois, du régionalisme, les nationalismes (négligés par les deux auteurs) n'en redeviennent que plus virulents, en se chargeant tantôt de xénophobie défensive tantôt d'ambition impériale et parfois, comme en Russie, des deux à la fois.

Depuis les deux événements cruciaux de 2001 (l'attentat du World Trade Center) et de 2007 (l'écroulement de la crise économique mondiale), la combinaison des différentes formes d'interaction, d'interdépendance et d'interpénétration entre des acteurs, des sociétés et des dimensions hétérogènes et antagonistes, rend impossible toute analyse exclusivement interétatique. Raymond Aron distinguait les systèmes homogènes (les États reconnaissant réciproquement leur légitimité) et les systèmes hétérogènes (où certains États se réclament d'une légitimité incompatible avec celle des autres). Aujourd'hui, l'hétérogénéité est bien plus grande, car elle touche la nature même des acteurs, leur caractère étatique ou non étatique, national, subnational ou transnational, leur culture fanatique, guerrière, ou au contraire tournée vers l'« individualisme possessif » ou la recherche du bien-être. Les distinctions classiques entre grandes et petites puissances, entre public et privé, intérieur et extérieur, civil et militaire, ne disparaissent pas mais sont de plus en plus brouillées.

Le théoricien américain Arnold Wolfers distinguait dans chaque système international une « relation de tension majeure ». Aujourd'hui, il y a une pléthore de relations de tension, tantôt complémentaires tantôt contradictoires. Les conflits connaissent de plus en plus un enchevêtrement des dimensions locale, régionale et globale. Des phénomènes de fragmentation et simultanément de contagion rendent inapplicables la paix par l'empire et la paix par la loi. La paix par l'équilibre est compromise par le fait qu'il s'agit le plus souvent d'un équilibre global fait de déséquilibres soumis chacun à une dynamique propre, ce qui rend bien difficiles les partages ou les accords globaux. Le concert des puissances est

bloqué par leur antagonisme ou la divergence de leurs intérêts. Un problème comme celui des armes nucléaires ne peut être résolu ni par leur abolition, ni par la généralisation de leur possession, ni par la perpétuation d'une opposition entre les possesseurs de ces armes qui veulent les interdire aux autres et ces derniers qui refusent que les premiers s'érigent à la fois en procureurs, en juges et en policiers, pour conserver leur monopole. La situation est d'autant plus compliquée et l'évolution d'autant plus imprévisible qu'elles dépendent de l'évolution intérieure des pays et de celle des conflits régionaux, en particulier pour une région comme le Moyen-Orient, sans exclure, à long terme, la possibilité d'acteurs non étatiques accédant à l'arme nucléaire ou même s'en servant, par exemple au Pakistan.

Avant de décrire plus concrètement le tableau actuel du désordre international, il nous faut indiquer les évolutions et révolutions politiques, sociales, culturelles, économiques et techniques qui sont à sa source.

La fin de la guerre froide et celle de la décolonisation ont mis un terme à certains conflits, mais en ont ranimé ou provoqué d'autres en créant, en particulier en Afrique, des États fragiles, sujets aux conflits ethniques, aux coups d'État militaires, aux guerres civiles prolongées, voire aux génocides. La fragilité et les divisions internes de ces quasi-États, d'une part, l'essor d'un capitalisme non régulé, la mondialisation vécue comme une agression par les cultures non occidentales, d'autre part, provoquent des réactions fondamentalistes ou traditionalistes souvent mêlées de ressentiment et d'aspirations à la revanche et au retour d'une grandeur passée. La même mondialisation modernisatrice, tout en arrachant une proportion importante de la population des pays sous-développés ou en voie de développement à la pauvreté, en rejette une autre dans la marginalisation, voire dans la famine et, inversement, crée de nouvelles classes moyennes diplômées, attirées par l'Occident et ses principes ; celles-ci, alternativement ou successivement, se révoltent pacifiquement contre les gouvernements despotiques, corrompus et intolérants ou choisissent l'émigration à la recherche du travail et de la liberté. Elles suscitent, dans les métropoles occidentales, fermeture et rejet.

Autre catégorie mobile : les bandes, mafias et milices diverses qui combinent, dans des proportions variables, trafics, piraterie et terrorisme fanatique. Autre combinaison : les richesses des pays rentiers, notamment pétroliers, les opérations d'un capitalisme sans règles multiplient le phénomène mondial de la corruption et de la violence qui lui est souvent liée.

Les révolutions techniques

Tous ces phénomènes sont sinon créés, du moins rendus possibles et amplifiés dans leurs conséquences par une double révolution : celle des moyens de communication et celle des moyens de destruction. La première est d'abord celle des images et des messages, de la télévision, du téléphone portable et surtout de la cybernétique. Les transactions financières en temps réel comme les communications entre terroristes sont considérablement facilitées. Les secrets d'État sont plus difficiles à protéger, les mouvements sociaux et politiques plus faciles à organiser et plus difficiles à éviter. Certes, l'espionnage entre États et la contagion entre révolutions ont toujours existé, mais ils deviennent une dimension permanente et structurante du monde actuel.

Quant à l'évolution spectaculaire des moyens de destruction (réserveons le terme de révolution proprement dite pour les armes nucléaires et les éventuels robots autodirigés qui sont en préparation), elle se combine remarquablement avec celle des moyens de communication. Cela apparaît en particulier pour les interventions des États occidentaux en terrain postcolonial.

Quel que soit leur objectif, humanitaire, antiterroriste, lutte contre la prolifération des armes de destruction massive, ou simplement des motifs classiques politiques ou économiques, ces interventions deviennent de plus en plus difficiles, pour une double raison : l'adversaire est plus organisé et équipé qu'au temps des guerres coloniales ; s'il ne dispose pas (encore) d'armes de destruction massive, il dispose de moyens de communication et de propagande modernes et d'armes qui ne sont pas au-dessus de ses moyens (tels les voitures piégées et les fameux IED, *improvised explosive devices*). Surtout, l'attentat-suicide (ou la « bombe humaine ») est devenu une arme nouvelle et particulièrement efficace des terroristes.

Mais peut-être la nouveauté la plus importante concerne-t-elle le rapport des corps expéditionnaires et de l'opinion publique dans leur métropole.

Aujourd'hui, il est impossible de séparer les actions militaires lointaines d'un État démocratique occidental et de sa vie politique intérieure. Les États-Unis n'avaient pas perdu militairement au Vietnam, mais ils durent s'avouer vaincus parce que le Congrès américain refusa de continuer à financer les opérations, et cela parce que la population américaine ne supportait plus de voir ses fils se faire tuer dans une guerre dont on ne voyait pas la fin. Les États-

Unis décidèrent de supprimer la conscription, décision prise parallèlement par tous les pays occidentaux. Le nombre de soldats nécessaire pour rendre plausibles des efforts visant à pacifier et démocratiser une nation lointaine, voire pour y bâtir un État, n'était plus au rendez-vous.

Après avoir suivi George W. Bush dans l'aventure irakienne par réaction psychologique à l'attentat du 11 septembre, le peuple américain s'est progressivement fatigué de ces guerres lointaines et sans issue. Il rejoignait ainsi, plus largement, l'évolution prédominante des pays européens, encore que parmi ceux-ci, le Royaume-Uni et surtout la France continuent à ne pas exclure *a priori* l'envoi (du moins provisoire) de forces d'intervention dans des pays, notamment africains, en proie à des massacres ou à des guerres civiles.

Mais la réponse prédominante, en particulier aux États-Unis, à la difficulté des « soldats sur le terrain » (*boots on the ground*) est la *guerre furtive à distance*. La stratégie actuelle des États-Unis repose sur la combinaison air-mer au détriment de l'armée de terre. Surtout, si la guerre classique est celle du risque partagé, même si chacun des combattants essaie de le réduire pour lui-même et de l'augmenter pour l'adversaire, on assiste aujourd'hui à un duel entre le kamikaze qui court au-devant d'une mort certaine et l'opérateur du drone qui ne court, dans l'immédiat, aucun risque.

Une autre version, plus importante encore, dans l'ordre de ce que Dominique Mongin¹ a appelé les armes de « désorganisation massive » ou « armes de guerre en temps de paix », est la cyberguerre. Les États-Unis viennent d'assigner la Chine en justice pour vol cybernétique : il semble que Pékin poursuive une guerre commerciale permanente en pénétrant les ordinateurs étrangers et se soit approprié les plans des futurs avions de combat américains. De son côté, la NSA (*National Security Agency*) des États-Unis espionne le monde entier, y compris les dirigeants de ses alliés, et il y a fort à parier qu'elle n'est pas en reste dans la pénétration des réseaux chinois. Ils ont en tout cas infecté des centrales nucléaires iraniennes à l'aide du virus Stuxnet qui a, du même coup, contaminé un certain nombre d'ordinateurs occidentaux. On a appris que les Iraniens ripostaient depuis trois ans en infectant des ordinateurs américains. La Russie (ou des groupes nationalistes inspirés par elle) a bloqué pendant plusieurs jours tout le système informatique

1. Dominique Mongin, « Les cyberattaques, armes de guerre en temps de paix », *Esprit*, janvier 2013.

de l'Estonie pour la punir d'avoir déplacé un monument à la gloire de l'Armée rouge libératrice.

Bref, une guerre de l'ombre, préventive et permanente, se déroule en temps de paix, une paix qui n'est qu'une continuation de la guerre, par des moyens à la fois plus discrets et plus précis.

Cela n'exclut pas l'escalade vers des moyens plus indiscriminés et plus brutaux.

Paradoxalement, l'une des exceptions à la guerre furtive et discriminante est celle que mène Bachar El Assad contre son peuple, à l'aide d'avions, de chars et d'armes chimiques visant de préférence les hôpitaux, les écoles et les marchés, avec l'aide de l'Iran et de la Russie, tandis que les États-Unis et l'Europe fournissent en réponse, avec parcimonie et hésitation, quelques « armes non létales » à la résistance démocratique et que des sources saoudiennes et qatari arment les djihadistes porteurs de bombes.

Crises nationales et désordre international : replis, répressions, ressentiments, revanches

L'évolution que nous avons esquissée vers un état de guerre furtive et hybride, mais pouvant parfois déclencher une vraie escalade de la violence, est à l'intersection des évolutions et révolutions objectives et globales que nous avons mentionnées et des transformations politiques, sociales, culturelles et idéologiques, parfois convergentes, parfois divergentes, à l'intérieur des différents États.

Pendant l'après-guerre froide, jusqu'à une date récente, si la Russie et la Chine n'hésitèrent pas à intervenir brutalement contre les velléités d'indépendance des terres qu'elles avaient annexées, c'est l'Occident, et en particulier les États-Unis, qui avait la spécialité des interventions lointaines mais sans mandat des Nations unies, dans le cadre de l'OTAN, de l'Union européenne, ou d'une « coalition de volontaires ». C'est en Occident que naquit l'idée, adoptée par quatre secrétaires généraux des Nations unies, que la souveraineté et la non-immixtion dans les affaires intérieures des États ne pouvaient constituer un blanc-seing pour les atteintes aux droits de l'homme, ainsi que les notions de droit d'ingérence et de « responsabilité de protéger ».

Cette dernière stipulait que les États avaient la responsabilité de protéger leurs citoyens, y compris les minorités, mais que lorsque c'étaient leurs gouvernements eux-mêmes qui violaient ces droits,

la communauté internationale devait intervenir et pouvait, en dernier recours, employer la force pour arrêter des génocides, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre. La difficulté est dans la notion de « communauté internationale » dont la traduction opérationnelle est : le Conseil de sécurité. Or le veto de la Russie et de la Chine a toujours empêché l'application de la responsabilité de protéger (en particulier dans le cas criant de la Syrie) sauf une abstention, vite regrettée, dans le cas de la Libye, avec d'autant plus de fondement que les lendemains de l'intervention se révèlent décourageants.

L'autre point important est que, si l'intervention en Libye avait l'appui, d'ailleurs hésitant, de la Ligue arabe, les États du Sud sont fort peu enthousiastes de la responsabilité de protéger : ils voient dans l'« interventionnisme libéral » un avatar du colonialisme et sont pleins de méfiance envers les initiatives occidentales dans cette direction.

Il y avait donc une asymétrie entre l'Ouest, surtout américain, interventionniste, et « le reste », plutôt souverainiste, sauf pour des rivalités régionales ou confessionnelles comme dans le cas de l'Arabie Saoudite par rapport à l'Iran. Cette asymétrie est en train de se modifier considérablement sous l'effet de plusieurs évolutions contradictoires.

Retour au XX^e siècle ?

L'appétit des États-Unis pour l'intervention au sol, qu'elle soit humanitaire, destinée à mettre fin à une oppression ou à une guerre civile, à entreprendre de bâtir un État, voire une nation (*state-building* et *nation-building*) dans des pays lointains, a non seulement décliné mais est à l'opposé de l'*hubris* impériale (ou du wilsonisme botté) des années George W. Bush. Pour la première fois depuis que les sondages de Pew Research existent, 54 % des Américains considèrent que les États-Unis devraient s'occuper de leurs problèmes intérieurs, économiques et sociaux, et laisser le reste du monde à son sort ; 61 % considèrent que les États-Unis ne devraient pas se mêler du problème de l'Ukraine.

La principale raison de ce tournant est, bien sûr, le sentiment d'échec des longues interventions militaires au Vietnam, en Irak et en Afghanistan, et le sentiment que le seul véritable ennemi est le terrorisme. Le président Obama partage au fond cette perspective, de manière plus nuancée. Il considère que sa mission première est

d'extirper les États-Unis des aventures militaires passées, que son principal exploit en matière de conflits est d'avoir décapité Al-Qaida. Il envoie des soldats des forces spéciales (troisième composante, avec les drones et la cybernétique, de la « guerre en temps de paix ») combattre Boko Haram au Nigeria, mais il voit les rapports entre grandes puissances essentiellement en termes économiques et ne veut à aucun prix courir le risque de l'engrenage inhérent à l'intervention au sol.

Surtout, les États-Unis sont, comme certains pays européens, en proie à une crise de confiance fondamentale qui, dans leur cas, concerne les rapports entre le Président, le Congrès, et leurs électeurs. Un peu partout, en Occident, le vrai problème est le manque de communication entre dirigeants et dirigés, compliqué, aux États-Unis, par le rôle du Congrès, notamment pour le problème de la paix au Moyen-Orient, et par le rôle de l'argent. Comme un peu partout, il y a crise du politique, écartelé, d'une part, entre les contraintes internationales (parmi lesquelles celle de l'interdépendance économique est au premier rang), et d'autre part une réaction populiste de catégories qui se sentent négligées et accusent pêle-mêle les institutions internationales (l'ONU dans le cas américain, Bruxelles dans le cas européen) et surtout les immigrants d'être à la source de leurs maux.

La fonction de médiation qui est celle de la classe politique est absente sur le plan national comme sur le plan international. L'opposition entre les élites gouvernantes et les révoltes populistes et celle entre globalistes et particularistes ou entre nomades (du capitalisme international aux réfugiés en quête de travail, de sécurité ou de liberté) et sédentaires, qui se sentent assiégés, l'emportent alors sur les idéologies et les partis traditionnels.

Les États-Unis ont, traditionnellement, connu une alternance entre phases d'introversion (ou d'isolationnisme) et phases d'extra-version (ou d'activisme international ou impérial). Ils étaient dans une phase de relative introversion postvietnamienne lorsque le 11 septembre, en leur faisant prendre conscience de leur vulnérabilité, a suscité un mouvement de réaffirmation de leur puissance et de volonté d'en découdre.

Il n'est pas exclu qu'un autre attentat ou une autre menace directe suscite une nouvelle réaction de ce type, vu certains aspects de la tradition et du caractère américains. C'est moins probable en Europe, d'abord parce que celle-ci n'existe pas comme acteur militaire ou de politique extérieure en dehors du domaine

économique, ensuite parce que ses différents pays membres sont divisés non seulement à l'intérieur mais entre eux, sont pris à la gorge par la crise économique, et n'ont ni les ressources ni la disponibilité d'esprit pour s'engager en faveur de l'ordre international.

Même la France et le Royaume-Uni qui ont montré, notamment lors de l'intervention en Libye, qu'ils pouvaient s'engager militairement à l'extérieur, diminuent de manière considérable leur budget militaire. C'est le cas de tous les pays occidentaux, y compris dans une moindre mesure celui des États-Unis².

Certes, les élections européennes récentes ont montré la montée de partis d'extrême droite, d'orientation nationaliste. Toutefois ce nationalisme vise, dans la plupart des cas, l'Union européenne ou l'Allemagne, les États-Unis ou la « Troïka » qui décide du sort des pays endettés, et surtout les immigrés de plus en plus nombreux et des minorités comme les Roms.

Mais le grand changement structurel vient d'ailleurs. La Russie et la Chine, qui se présentaient comme les gardiens du temple de la souveraineté et de l'intangibilité des frontières, sont entrées en conflit avec leurs voisins respectifs et ont entrepris des actions unilatérales pour s'approprier les territoires contestés. La Russie a organisé un référendum truqué en Crimée pour annexer cette province, en dépit des accords d'Helsinki et du mémorandum de Budapest par lequel, en compagnie des États-Unis, elle garantissait spécifiquement l'intégrité des frontières avec l'Ukraine. Elle émet des prétentions sur ce que Vladimir Poutine nomme, reprenant une vieille appellation du temps des tsars, la « Nouvelle Russie » (sud de l'Ukraine) et tente d'organiser la sécession *de facto* de l'Ukraine de l'Est, à la fois par une propagande d'une violence et d'une intensité sans précédent et par une intervention hybride : encouragement de milices locales à la révolte, envoi de forces spéciales (*Spetsnaz*) masquées ou déguisées, suivies d'un bataillon dirigé par des Russes et composé en partie de Tchéchènes censés être des volontaires, enfin menace implicite d'occupation militaire. Ses mouvements de troupes constituent également des menaces implicites mais directes pour d'autres anciens membres de l'URSS : la Moldavie, les États baltes, la Géorgie.

La Chine affirme son droit de contrôle aérien sur la mer de Chine et vise explicitement une Asie sans présence américaine : elle a eu plusieurs incidents avec le Japon à propos des îles disputées entre

2. Voir l'encadré de Valeria Dragoni dans ce numéro, p. 94.

les deux pays et des heurts militaires avec le Vietnam. Celui-ci (ironie suprême !) appelle les États-Unis à l'aide, ce que font également, de manière moins surprenante, le Japon et les Philippines.

Tandis que les pays occidentaux réduisent leur budget militaire, la Russie et la Chine augmentent rapidement le leur (celui de la Russie a augmenté de 108 % en dix ans, et ses forces militaires sont infiniment mieux organisées que lors de la guerre de Géorgie). En Chine, aussi, l'armée joue un rôle croissant et le style de sa politique étrangère remplace la volonté de rassurer (l'« ascension silencieuse » chère à Deng Xiaoping) par des provocations et des manifestations de force.

En face, si le Premier ministre japonais, Shinzo Abe, pratique lui aussi la provocation et annonce un effort militaire, les États-Unis et l'Union européenne, tout en dénonçant les actions déstabilisatrices de la Russie et de la Chine, tiennent à continuer à les traiter en partenaires avec lesquels on doit finir par trouver un accord. Vladimir Poutine, lui, notamment dans son discours du 18 mars 2014 devant la Douma, rend responsables les pays occidentaux de tous ses maux, les accuse d'avoir voulu encercler et diviser la Russie depuis le XVIII^e siècle, d'avoir divisé la Yougoslavie pour mieux en manipuler les fragments, d'avoir organisé les révolutions de couleur, etc., et reproche aux bolcheviks d'avoir toléré une Ukraine indépendante. Il se pose en héritier de tout le passé, tsariste et soviétique à la fois, et en rassembleur de tous les russophones.

Barack Obama l'accuse d'avoir recours aux méthodes du XIX^e siècle (conquête de territoires par la force) alors que, lui, Obama, répondrait par les méthodes du XXI^e siècle, à savoir l'économie. En réalité, il s'agit d'un double retour au XX^e siècle, qui refuse de mourir : une reconstitution de deux camps comme au temps de la guerre froide : les deux grands pays ex-communistes, alliés face aux États-Unis et à leurs partenaires, européens et asiatiques et, plus généralement, face aux démocraties libérales. Mais, plus encore, il s'agit d'un retour à l'entre-deux-guerres. Comme l'Allemagne jadis pour les germanophones, la Russie de Poutine cherche à rassembler tous les russophones en un seul empire. Comme l'Allemagne dans les années 1930, elle cherche une revanche : pour celle-ci c'était par rapport à sa défaite dans la Première Guerre mondiale, pour la Russie aujourd'hui, c'est par rapport à sa défaite dans la guerre froide. Comme l'Allemagne jadis, elle procède à force de faits accomplis inattendus et entrecoupés de promesses de paix.

La Chine aussi a une revanche à prendre sur les humiliations du passé. Elle aussi a une ambition mondiale mais, au minimum, demande à dominer son voisinage, en excluant les États-Unis du continent asiatique. Comparaison n'est pas raison. La grande différence à la fois avec la guerre froide et avec l'entre-deux-guerres tient à l'interdépendance économique et aux intérêts communs qu'elle suscite. Mais, ici encore, une dialectique perverse s'instaure. L'interdépendance interdit la rupture complète et l'isolement autarcique. Mais, d'autre part, cette interdépendance entraîne une vulnérabilité qui peut être utilisée dans le cas de sanctions économiques. La richesse de la Russie dépend beaucoup de ses ventes de gaz et de pétrole, et de capitaux étrangers ou autochtones qui risquent de fuir ou d'être bloqués. Mais elle reprend l'avantage, du moins dans l'immédiat, car elle est un acteur unique, comme Horace devant les Curiaces, à la fois par son régime autocratique et par l'adhésion, du moins pour l'instant, d'un peuple russe lui aussi avide de revanche. En face, les États-Unis et l'Europe sont divisés entre eux et, à l'intérieur, entre les gouvernements et une partie de l'opinion comprenant les milieux économiques et les nouveaux amis de Poutine, à savoir la droite du nationalisme autoritaire et isolationniste. Enfin, d'autres conflits (Israël-pays arabes, chiïtes contre sunnites, éventuellement Inde-Pakistan) rendent très improbables un accord général, même si les deux camps actuels ne sont pas éternels, la Russie sachant bien que s'appuyer sur la Chine risque de la rendre prisonnière d'un partenaire plus puissant et dynamique au-delà des rêves passéistes.

La troisième guerre mondiale reste aussi improbable, pour reprendre la vieille formule de Raymond Aron, que la vraie paix reste impossible. Mais la période actuelle est, en un sens, plus dangereuse que la guerre froide d'antan, car celle-ci connaissait des frontières et des règles bien établies, alors que les actions et les rêves de Poutine et de quelques autres, et les différentes crises intérieures et globales, accroissent la part d'imprévisibilité. Une prévision, cependant, reste valable : un vrai ordre international, du moins dans le domaine de la paix et de la sécurité, n'est pas à l'ordre du jour.

Pierre Hassner
24 juin 2014